

si le titre n'explique pas cette analyse tellement inexacte.

Il y a une autre façon d'envisager le Conseil économique sans soulever tous ces épouvantails de la menace bureaucratique. Le rapport Glassco,—je sais que des députés conservateurs s'y intéressent et même en sont fiers—dans le volume 3, et dans le chapitre qui traite des services économiques, signale que le niveau actuel des dépenses peut être défini comme modeste, probablement modeste à l'excès. C'est-à-dire, en parlant des analyses économiques et des services statistiques dont dispose actuellement le gouvernement fédéral. Le rapport déclare plus loin, au sujet du BFS:

La grande concentration des travaux statistiques dans le service public tient à ce que le gouvernement a délibérément décidé, il y a 45 ans, de créer un organisme central de statistique, le Bureau fédéral de la statistique. Par contre...

et voilà ce à quoi je veux en venir...

...le gouvernement n'a pas statué sur l'analyse économique, qui n'a acquis le statut d'une activité organisée et pourvu d'un personnel important que durant la seconde guerre mondiale.

Puis le rapport poursuit en disant qu'à l'heure actuelle, l'analyse économique se concentre surtout à trois endroits—au ministère du Commerce, au ministère de l'Agriculture et au ministère du Travail. Chose étonnante, la conclusion tirée par la Commission Glassco est que le ministère des Finances lui-même, qui pourrait être considéré comme le ministère-clef, a une pénurie surprenante de gens qui peuvent faire des analyses économiques.

Sous le titre «actualité économique», le rapport Glassco déclare:

Certains économistes, dont ceux de la Banque du Canada, des Finances et du Commerce offrent peut-être le meilleur exemple, s'occupent d'observations économiques d'ordre général; ils suivent les tendances et les événements intérieurs et extérieurs qui peuvent influencer profondément sur l'économie canadienne.

Puis il signale que, dans toutes ces phases du milieu où évoluent les analystes et statisticiens économiques, on n'accorde pas tellement d'importance aux économistes et aux analystes de la fonction publique. On n'a pas à craindre la création de quelques nouveaux économistes. Le milieu, selon le rapport Glassco, est le théâtre de la situation suivante:

En effet, les administrateurs supérieurs de certains ministères, n'ayant qu'une idée vague de l'analyse économique, affichent souvent un scepticisme irraisonné à l'endroit des économistes. Le recrutement d'un certain nombre d'économistes n'est pas à lui seul un gage de productivité, si les hauts fonctionnaires ne voient pas comment ces professionnels peuvent concourir à l'œuvre du ministère.

Voici une chose sur laquelle je veux attirer l'attention du gouvernement, étant donné que

j'ai l'intention de faire certaines propositions ensuite. Les commissaires déclarent:

Vu les besoins aussi étendus que variés du service public en matière d'analyse économique, vos commissaires sont convaincus qu'il serait peu pratique d'établir un bureau économique central qui détacherait des économistes auprès des ministères et organismes. La division du personnel du Conseil du Trésor devrait, cependant, s'intéresser de façon active et continue à assurer des carrières aux économistes, comme elle le fait pour d'autres fonctionnaires professionnels,...

Le rapport dit comment s'y prendre.

Pour expliquer ce qu'elle entendait par analyse économique, la Commission Glassco a pris la peine d'examiner ce qui se fait en France, en Angleterre et aux États-Unis. Comme on peut établir un parallèle entre l'Office des conseillers économiques du président et le conseil ici envisagé, il est peut-être utile de parler de ces conseillers économiques. Ceux-ci publient un rapport annuel à l'intention du président, qui en tire la matière pour son rapport au Congrès sur la situation économique de l'Union. La chose qui frappe à propos de cet organisme américain, c'est la vaste audience que lui donne la population du pays. Rares sont ceux qui le voient d'un mauvais œil, la *John Birch Society* ou Barry Goldwater peut-être.

L'un de ses anciens membres, M. Neil Jacoby, économiste attaché à l'Université de Californie, a exposé sur l'organisme quelques réflexions que je signale au ministre. Le Conseil économique du Canada aura trois membres à plein temps et 25 membres engagés à l'occasion, si on peut dire. Nous avons clairement vu avec le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion et Radio-Canada qu'un trio travaillant à plein temps et un groupe de prétendus intéressés recrutés dans le pays entier ne marchent pas du tout, du moins à en croire tout ce qui a été raconté récemment sur la dualité des intérêts des membres permanents d'une part, qui sont les experts, et les personnalités engagées à l'occasion. L'organisme américain des conseillers économiques a tout un groupe censé représenter les différents secteurs. On a un président et deux conseillers. Ces trois membres ont toujours été tirés du monde universitaire; ce sont des économistes qui ont une formation universitaire. Ou disons de façon plus générale qu'ils ont une formation économique, qu'ils s'y connaissent en matière d'économie. Il n'y a rien de plus ridicule que de nommer à ce poste canadien trois personnes qui y consacreront tout leur temps mais qui ne sont pas des économistes.

Vous avez des hommes comme George de Young, par exemple, qui n'est pas versé en économique et qui manifestement—ici, je suis nettement en désaccord avec le chef du parti créditiste—se balade d'un bout à l'autre du